

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, devant le colloque des experts du PS, sur son projet et les programmes des autres candidats, Paris, mercredi 20 avril 1988.

Mesdames, messieurs, chers amis,

- Je vous remercie parce que vous êtes là ce matin, mais surtout parce que depuis des années vous travaillez pour préparer les circonstances où nous sommes, non seulement cette élection présidentielle qui engage de grands choix, mais aussi le temps qui vient, celui qui suivra et qui commandera pour longtemps l'évolution de notre pays. Donc je vous remercie, je me suis tenu informé de vos travaux et comme il vient d'être dit, ils ont inspiré nombre de mes réflexions et de mes propositions. C'est une matière riche qui suscite constamment la réflexion parfois la controverse qui excite l'esprit. Je pense que ce qui avait été entrepris modestement en 1972, a pris désormais une ampleur qui permet à ceux qui s'en occupent de disposer de la meilleure documentation, et des chemins fort complexes de la réflexion, dans tous les domaines qui intéressent la vie des hommes dans une société.

- Au cours de ces dernières années, spécialement de ces deux dernières années, j'ai pu plonger de temps à autre dans tel ou tel de vos documents. Ces travaux-là sont à la base de mes propres projets : je ne les ai pas tirés de rien. Je les ai tirés de l'expérience, en particulier de la mienne, mais aussi de la réflexion intellectuelle et de la connaissance des faits multipliés par votre apport si riche, si varié, si divers, venus de tous les domaines de la pensée et de la connaissance, en même temps que de la pratique des choses.

- La dispute est assez vaine, programme ou projet. J'observe cependant qu'en 1981, j'avais, au nom du parti socialiste que je dirigeais à l'époque, proposé cent-dix initiatives concrètes, c'est le chiffre auquel s'était arrêté le comité chargé de ces travaux préparatoires. J'en avais débattu, retenu la plupart, refusé certains, mais notre disposition d'esprit de l'époque nous avait permis, dans une camaraderie et une communauté de pensée très grandes, nous avait permis de présenter à l'opinion publique un vaste document, cent-dix propositions, près de quatre-vingt-dix d'entre elles ont été mises en oeuvre en cinq ans alors que ce programme était naturellement prévu pour sept. Ce qui veut dire que nous avons correctement rempli notre contrat. Nous avons buté sur quatre ou cinq grands problèmes qui ne nous ont pas permis de mener à bien les propositions de 81. Quant aux autres, c'est essentiellement le temps qui nous a manqué pour tirer des prémisses, les conclusions nécessaires.

Comme il m'est arrivé de le dire déjà, souhaitons que les Français nous permettent de reprendre l'ouvrage là où il a été interrompu. Ce qui a été l'occasion fournie à certain nombre d'orateurs polémistes que nous avons en face de nous, de prétendre une fois de plus que nous étions tournés vers le passé. Quelquefois à entendre des critiques, je me demande si le fait, par exemple, de dire tous ensemble : "Défendons nos libertés" ne serait pas l'acte d'immobilisme le plus dénoncé par ceux qui aujourd'hui partent à l'assaut de nos conceptions.

- Défendons nos libertés, défendons les acquis sociaux. Et oui ! Mais nous ajoutons toujours et poussons-les plus loin. Défendons nos libertés et conquérons de nouveaux espaces de libertés. Défendons la solidarité nationale autour de la solidarité sociale et poussons plus loin. Il est des

catégories oubliées ou délaissées. Il faut s'en occuper. S'il s'agit d'égalités, je pense à la situation professionnelle et personnelle aussi, des femmes par rapport aux hommes. S'il s'agit de groupes ignorés, oubliés, délaissés, parfois persécutés, je pense à la Nouvelle-Calédonie. Si je dois m'imaginer que, en France, se créent de nouvelles catégories sociales, caractérisées par l'absence de tous droits, ces nouveaux pauvres dont on parle, ces nouveaux pauvres que l'on voulait nous attribuer au début de la campagne, oubliant que le rapport qui a été soumis aux pouvoirs publics pour tenter de cerner cette réalité sociale nouvelle, datait d'avant 1981.

- Bref, défendre les acquis de la République, ceux de la démocratie, les acquis du socialisme, est-ce de l'immobilisme ? Non, c'est protéger les grandes conquêtes qui depuis deux siècles déjà ont mobilisé les personnes, les individus, puis les groupes sociaux pour conquérir le juste droit à l'existence. Faudrait-il les abandonner à ceux que nous avons devant nous, dont la caractéristique principale est l'agitation de la pensée - pour peu qu'il y ait pensée - ? C'est véritablement vouloir pousser plus loin le travail des générations et éliminer ce que les retours vers les conservateurs ont pu arracher aux progrès acquis. Et par rapport à ce que les générations prochaines auront à faire, tenter de dessiner les perspectives dans lesquelles ils agiront, en sachant fort bien que ces générations-là traceront elles-mêmes leurs projets, et elles auront bien raison.\

Mais comme nous avons établi `en 1981` un programme avec cent-dix propositions, nous avons dû supporter bien des critiques, et même des moqueries. Comment, un Président de la République qui se présente avec un programme.. D'abord c'est la tâche des partis politiques, c'est la tâche d'un gouvernement lui-même représentatif d'une majorité parlementaire. Il se mêle de quoi ? Il veut tout régenter. Il se trompe de rôle. Surtout sous cette Cinquième République. Naturellement, puisqu'il avait voté contre, il n'a pas bien compris. J'avais compris tout aussi bien que ceux qui avaient voté pour. Mais là n'est pas le sujet.

- Tout de même, la réflexion aidant, c'est là que j'ai fait appel à l'expérience, j'ai constaté au travers des deux gouvernements, à direction socialiste, qu'il fallait mieux répartir les fonctions, qu'il y avait confusion, que le Président de la République, souverain de fait, car la Constitution ne lui reconnaît pas de droit, mais souverain de fait, c'était une réalité. Une réalité que j'ai gérée moi-même. Et je me souviens de mes conversations très amicales avec Pierre Mauroy lorsque nous nous sommes trouvés devant cette responsabilité-là avec un gouvernement inexpérimenté, puisque la quasi-totalité de ses membres, en raison de l'absence d'alternance, n'avaient jamais pris part à des décisions de caractère national. Il était donc difficile dans la première période de réaliser les transformations de pratiques, des mœurs gouvernementales qui auraient institué un régime de croisière nouveau. Mais avec Pierre Mauroy, nous avons avancé, et nous avons pu accentuer cette démarche vers une pratique de régime, à mon avis plus raisonnable parce que plus équilibré, avec Laurent Fabius. Je me souviens d'avoir souvent cité cet exemple : lors du vote du dernier budget - et le budget cela occupe huit mois de la vie d'un gouvernement, c'est le grand acte politique, c'est là que se font, après tout, les choix - je me souviens d'avoir seulement trois fois alerté le Premier ministre, Laurent Fabius, pour lui dire que, à mon avis, telles dispositions pouvaient être mal reçues ou malheureuses. Trois fois seulement et ce n'était pas sur les grandes questions.

- Le chef de l'Etat, le Président de la République, doit exercer son pouvoir dans la définition des grandes orientations, des grands choix, particulièrement dans le domaine de la politique extérieure ou dans le domaine de la politique de défense et puis pour la défense des principes fondamentaux de la République qui touchent toujours aux droits de l'homme. Au-delà, s'il convenait qu'il fût toujours informé, qu'il fût mis en mesure en toute circonstance de donner un avis s'il le souhaitait, le gouvernement devait gouverner, c'est-à-dire disposer d'un vaste champ de responsabilités.

- C'est cela, c'était notre pratique. De sorte que, après mars 1986, je m'en amusais parfois et je disais à ce gouvernement que j'ai rencontré ce matin, sans doute pour l'une des dernières fois, je lui disais : "mais vous croyez m'arracher les compétences que j'ai rétrocédées avec plaisir depuis longtemps à vos prédécesseurs". Ainsi se dessine une pratique qui sera proche de la lettre, j'estime toujours que la lettre de la Constitution dans certains domaines est critiquable, mais je

ne pense pas qu'il faille tomber dans un juridisme excessif. Ce qui compte, c'est la manière dont ça marche, étant entendu que la démocratie se marque au fait que l'exécutif, le législatif, le judiciaire et pourquoi pas demain l'audiovisuel, la communication disposent de règles propres qui assurent à chacun de ces pouvoirs, non point toujours la séparation, mais l'indépendance nécessaire.\

Alors cette fois-ci, j'ai parlé d'un projet `Lettre à tous les Français`, mais voilà, les mêmes ont aussitôt protesté. Il y a 7 ans, ce programme `Projet socialiste`, c'était absurde £ nous étions submergés de propositions £ ce candidat allait jusqu'à tenter de régler la manière de recevoir les marchandises dans les ports £ exagéré ! On ne pouvait plus discuter des grands problèmes, ou des choses sérieuses, ne mélangeons pas les choses ! Et voilà que se présente un projet, je m'en tiens à ces quelques grandes orientations et l'argument se retourne comment : "Il n'a pas parlé de la manière de mettre les sardines en boîte". Et c'est vrai, je n'en ai pas parlé. Ce qui me paraît d'ailleurs préférable à la manière dont ils prétendent, eux, mettre les sardines en boîte, car comme le reste ils le feront mal. Et puis, je me suis résolu à donner une forme un peu différente à l'expression de ce projet £ d'où cette lettre. Elle vaut ce qu'elle vaut, je n'ai pas cherché à écrire un chef d'oeuvre de notre littérature, d'ailleurs le genre s'y prête peu. D'autant plus que je ne pouvais l'écrire qu'en l'arrachant des heures, et des heures de la nuit. Pendant quinze jours tous les soirs, jusqu'à une heure avancée, je me suis retrouvé devant des papiers. Et j'essayais d'en tirer le meilleur. Ou bien, tout papier débarrassé de ma table avec ma propre réflexion. Mais, sur quelles documentations ? Sur celles que vous m'aviez fournies. J'ai retravaillé cette fois-ci, en détail, le programme du Parti socialiste et à mesure que j'avançais dans cette lecture, je trouvais plus d'informations, une rédaction simple et compréhensible qui vous éloignait souvent de ce genre de factum qui a travers ma vie de militant politique avait fini par me lasser au regard de cette littérature, généralement désolante. Et là, c'était un très bon document, un exceptionnel document. Il n'a pas eu grande réputation parce que la bataille politique est ainsi faite £ ceux qui disposent de grands moyens d'informations s'appliquent d'abord à étouffer l'expression d'autrui. Mais j'ai trouvé quelques guides sûrs.

- Je ne voulais pas tirer de ma cervelle l'ensemble des dispositions avec lesquelles 55 millions de Français, et plus par la suite, auraient à vivre pendant 7 ans. Cette forme était sans doute insolite et a surpris. Je vous remercie d'avoir bien voulu vous y appliquer pour en débattre, afin d'en tirer le meilleur ou bien d'y ajouter ce qui pourrait manquer. Ce n'est pas non plus une encyclopédie. Il a fallu plus de temps, plus de monde et quelques grands esprits pour que l'autre encyclopédie vit le jour. Mais après tout notre démarche, dont l'objectif est plus modeste, n'en reste pas moins très ambitieuse, est adaptée à ce que nous sommes en mesure d'accomplir, surtout, bien entendu, si le 8 mai le peuple français nous donne raison.\

Alors nous avons un projet exprimé par une lettre destinée à tous les Français et qui serait arrivée grâce à la diligence des postes et des télécommunications, à domicile, si nous leur avons confié ce soin. Comment le faire, dès lors que cela coûte de l'argent. L'estimation, vous la connaissez : 60 millions, 6 milliards de centimes. Moi, je ne les avais pas. Et de ce fait, la lettre a été confiée au soin de messagers diligents qui avaient quand même quelque peine à s'adresser ou individuellement ou par famille, à l'ensemble des électeurs français. Pendant quelque 15 jours, un certain désarroi, "on nous annonce une lettre, et cette lettre ne vient pas au courrier". A-t-elle été écrite ? On pouvait même s'interroger, n'était-ce pas un acte médiatique ? Non, la lettre existe, elle est livrée à l'appréciation critique des Françaises et des Français, elle est livrée à votre propre appréciation critique, ce qui reste toujours imprudent. Et il vous appartient maintenant d'en tirer les conclusions politiques qui vous paraîtront les plus heureuses.

- J'ajoute que cette lettre qui a la valeur de projet pour la France, n'est pas dénuée de considérations pratiques. Celui qui voudra bien examiner page après page, constatera que l'index du document en question, comporte quelque 51 initiatives concrètes. C'est parce qu'on n'a pas voulu faire nombre, on aurait pu monter à quelque 70. J'avais dit simplement à mes amis, qui avaient la bonté de m'apporter les informations nécessaires "ne dépassons pas 110". Nous en sommes là.\

Les polémiques qui sont nées à ce propos `Lettre à tous les Français` m'ont incité à prendre

Les polemiques qui sont nées a ce propos. Lettre a tous les Français. Il ont incite a prendre connaissance des remarquables travaux des autres candidats, à prendre connaissance du programme de l'Etat RPR par exemple. Et j'ai aperçu qu'en effet, il y avait une sorte de lettre sous forme de préface de deux pages et demie d'un candidat pressé sans doute, et qui avait ajouté à sa préface quelques propositions tirées de je ne sais quel volume, repassé comme cela se fait souvent - il ne faut pas incriminer telle personne plutôt que telle autre - par un collaborateur, tiré d'un dossier pris je ne sais où. Accumulation d'inventions sans grand intérêt et, si j'avais douté de mon propre génie, j'aurais retrouvé quelque espoir par le seul effet de la comparaison. J'ai demandé les autres programmes, celui de l'autre candidat de la majorité. J'y ai lu ses intéressantes réflexions sur la fiscalité. C'est très important la fiscalité, mais un programme qui se résume à la fiscalité, c'est quand même un peu inquiétant et ainsi de suite.

- Je pense que grâce à tous les concours que j'ai reçus, qui ont nourri ma réflexion, je pense que nous sommes dotés d'un projet qui apporte plus que tout autre et qui donne au combat, à la compétition politique d'aujourd'hui, une signification plus heureuse qu'une seule distribution d'injures au travers des médias. Quel est le véritable programme de tel ou tel candidat ? Nous avons le devoir de respecter la vraie pensée et la juste expression d'où qu'elle vienne. Mais les traductions primitives au travers de déclarations simplistes qui sont toujours marquées au coin de la colère ou du ressentiment, ce n'est pas avec cela qu'on fonde la République. Et je m'efforce quelquefois, en me raisonnant moi-même, de préserver ce champ-là et de ne pas succomber à la tentation. C'est toujours très difficile, on l'a dit avant moi, de résister à la tentation, d'ailleurs on n'y résiste pas. Donc la mienne doit être très forte, je n'entends pas m'engager sur ce terrain, je veux discuter l'idée que l'on peut avoir de la France demain, je ne veux pas discuter des mérites des personnes et surtout pas m'engager dans la destruction au regard d'autres hommes, d'autres femmes qui se battent, je l'imagine, pour ce qu'ils croient.

Mais admettez que nous ayons, que vous ayez l'envie de travailler un peu pour approfondir les éléments qui sont portés à votre connaissance, pour leur apporter dans les débats qui vont venir encore pendant plus de 15 jours, une nourriture nouvelle, celle dont j'userai moi-même, dans les débats prochains, afin que nous soyons pour le moins, sinon fiers de nous, au moins pour que nous ayons la conscience tranquille. Nous n'avons pas gâché les chances des générations qui montent. Nous avons tiré la leçon du passé. Nous proposons pour l'avenir. Nous traitons les Français comme ils doivent l'être en citoyens. Nous avons le respect des Français, nous ne les considérons pas comme une matière vulgaire. Pensons que la République c'est le progrès constant du savoir, que c'est là que la République commence, et l'on ne nous fera pas dévier de ce chemin.

- Comme je vous dois beaucoup pour avoir porté plus loin mon propre savoir, pour avoir affronté ma propre expérience à la vôtre, je tenais ce matin à participer, pendant quelques quarts d'heure à ces travaux organisés autour de quelques rapporteurs, présidents, commissions - je ne sais comment les appeler - ceux qui approfondissent les orientations en question. Sept, pourquoi sept, cela aurait pu être cinq ou cela aurait pu être huit, il fallait choisir.

- Le projet doit être compris par les Français. Nous avons essayé une langue aussi claire que possible sur une matière parfois ardue. Nous essayons d'apporter le meilleur de nous-mêmes. Ne craignez rien, les Français le sauront et nous dirons un jour ou l'autre - mieux vaudrait que ce jour soit proche - qu'ils ont compris notre démarche.

- Je le disais hier soir à Montpellier, j'aime pouvoir respecter mes adversaires politiques, il est bien normal que j'attende d'eux le respect mérité dans les travaux d'une génération qui n'a pas ménagé sa peine, qui aime la France, qui sert la République et qui veut le progrès. Merci.